

Citoyenneté & Participation | Alex Winkel

Grève scolaire pour le climat

L'engagement des jeunes à l'épreuve de la démocratie





: lien consultable dans l'Internet

Introduction

Le 10 janvier 2019, ils étaient 3 000 ; le 17 janvier, ce chiffre est monté à 13 000 pour atteindre 35 000 le 24 du même mois. Ce chiffre s'est par la suite stabilisé et le mouvement continue près de trois mois après son lancement. Inédite en Belgique, cette mobilisation citoyenne de jeunes étudiants du secondaire était complètement inattendue. En effet, l'image la plus répandue et semblant faire consensus est celle du jeune apathique, désintéressé par la chose publique, hédoniste et nombriliste. Qu'en est-il réellement ?

Pour nourrir cette analyse, près d'une centaine d'élèves de 5^e et 6^e secondaire ont répondu anonymement du 25 au 29 mars 2019 à un questionnaire sur le mouvement actuel de grève scolaire. Celui-ci interrogeait leur participation ou non-participation au mouvement, les raisons de leur choix, leur sentiment d'affiliation politique ou encore leur sentiment de capacité d'influence politique. Ne prétendant pas à l'exhaustivité, ce questionnaire permet cependant d'enrichir le travail de réflexion sur l'engagement ou le non-engagement des jeunes dans la grève scolaire pour le climat.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il convient tout d'abord de définir ce qu'on entend par « participation » ou « engagement politique ». Nous en aurons une acception large et nous nous baserons sur la définition de Philippe Braud qui comprend la participation politique comme « l'ensemble des activités, individuelles ou collectives, susceptibles de donner aux gouvernés une influence sur le fonctionnement du système politique »¹. Sur cette base, et la typologie de Barnes et Kaase², nous pouvons différencier deux grandes formes de participation : une participation « institutionnalisée ou conventionnelle » et « non-conventionnelle ou contestataire »³. La participation dite « institutionnalisée ou conventionnelle » renvoie au vote, au fait de s'engager dans un parti politique, dans un syndicat, voire même de simplement lire un journal.⁴ Elle est la forme historiquement acceptée de la participation politique et s'ins-

¹ P. BRAUD, *Sociologie politique*, Paris : LGDJ, 2002, p. 327.

² S. BARNES, M. KAASE, « Political Action : An Eight Nation Study 1973-1976 », s.l., Interuniversity Consortium for Political and Social Research, 1976, [en ligne :] <https://doi.org/10.3886/ICPSR07777.v1>, consulté le 3 avril 2019.

³ M. QUARANTA, « The Rise of Unconventional Political Participation in Italy: Measurement equivalence and trend over time, 1976-2009 », *Bulletin of Italian Politics*, IV, 2, 2012, p. 253, [en ligne :] http://www.glasgowheart.org/media/media_264092_en.pdf, consulté le 3 avril 2019.

⁴ *Ibid.*

crit dans un cadre légal clair, au travers de modes de participation institutionnalisés. À l'opposé, nous retrouvons la participation « non-conventionnelle ou contestataire » qui comprend des actions comme la manifestation, la grève, la désobéissance civile ou encore le boycott.⁵ Ces actions se situent parfois plus à la marge de la légalité et impliquent une participation plus directe.⁶ Il convient de préciser que ces deux formes de participation ne sont pas clairement balisées.

I. Un engagement différent dans la forme

Maintenant que nous avons défini ce que nous entendons par participation ou engagement politique, revenons-en à l'action politique des jeunes. Premier constat, contrairement à ce qu'on aurait pu penser, l'engagement des jeunes n'est pas moindre qu'auparavant mais juste différent dans sa forme. En effet, les jeunes sont de moins en moins intéressés par la participation dite « institutionnalisée » (notamment via les partis politiques ou les syndicats). Cette tendance n'est pas nouvelle et se confirme depuis de nombreuses années. Si les raisons sont multiples, on peut noter que l'engagement des jeunes, notamment bénévole, a tendance à être freiné par une place trop grande accordée aux « dogmes fondateurs »⁷. En effet, l'idéologie peut être considérée par les jeunes comme un danger pour l'autonomie de leur action et décision. Une autonomie considérée comme essentielle dans un mouvement général d'individualisation de la société.⁸ Malgré tout, lorsque l'on interroge les jeunes sur le lien potentiel entre le mouvement et un parti politique, le nom d'Ecolo émerge le plus souvent (mais aussi celui du PTB). Cependant, la plupart des jeunes considère le mouvement pour le climat comme idéologiquement neutre et ne se sent pas personnellement affilié à un parti politique. Des interventions telles que « Je pense que peu importe le parti politique, ce sont surtout des jeunes qui en ont marre des promesses non-réalisées »⁹

⁵ M. QUARANTA, *op. cit.*

⁶ *Ibid.*, p. 254-255.

⁷ « Nouvelles formes de l'engagement », *Agora débats/jeunesses*, n°31, 2003, p. 15

⁸ O. SERVAIS, « L'engagement en Belgique francophone », *La Revue Nouvelle*, n°5, mai 2006, p. 25.

⁹ Réponses issues d'un questionnaire proposé aux élèves de 5^e et 6^e secondaire de l'Athénée Royal de Mons dans la semaine du 25 au 29 mars 2019.

ou encore « Il n'y a pas de parti, nous sommes tous en danger en tant qu'humains » sont récurrentes. À ce niveau, Émilie Van Haute (chargée de cours à l'ULB et présidente du Département de Sciences politiques) insiste sur la volonté du mouvement de garder son indépendance vis-à-vis du politique.¹⁰ Au-delà du désir de montrer que ce sont les jeunes qui sont à la barre, cela s'inscrit aussi en partie dans une stratégie visant à maintenir le mouvement le plus ouvert possible et peser ainsi plus largement sur le débat politique.¹¹

Logiquement, à un engagement institutionnalisé et vertical, les jeunes préfèrent un engagement contractuel et horizontal. Jacques Ion parle « d'un nouveau modèle circonscrit des rassemblements de durée limitée, sur des objectifs restreints, contractuels en droit comme en fait, généralement à l'intérieur de regroupements monofonctionnels »¹². Plus précisément, ils s'engageront en fonction de leur proximité personnelle avec une cause et non pas en fonction de la ligne directrice d'un parti ou syndicat. « C'est un mouvement important pour notre génération », entend-on. Ils s'engageront donc « à la carte » sur des questions qui les touchent directement. Une participation politique plus « consumériste » en quelque sorte.

D'ailleurs, à la question « En dehors de ce mouvement, désires-tu t'engager directement pour d'autres causes ? », la réponse est très souvent négative ou prend la forme d'un « Peut-être, si une cause me tient à cœur » ou « Non, sauf s'il s'agit d'une cause vraiment importante à mes yeux ». Cela confirme l'idée d'un engagement détaché d'un ancrage politique plus large, une logique « du cas par cas » suivant une hiérarchisation des valeurs.

Il convient toutefois de nuancer l'aspect contractuel de leur engagement en soulignant la particularité de la thématique : le climat. Un sujet qui par essence n'est, selon Sebastiano D'Angelo (sociologue, chargé de cours à l'UCL et à l'HE2B), pas contractuel car il touche à tous les aspects de la vie en société.¹³ « C'est un sujet qui touche toutes les classes sociales, tous les âges, toutes les origines »¹⁴, note-il. Le message lui-même n'est pas « court-termiste ». Ainsi, si les jeunes s'engagent contractuellement, le sujet lui ne l'est pas.

¹⁰ A. VAN HAUTE (présidente du Département de Sciences politiques et chargée de cours à l'ULB), entretien avec l'auteur, Bruxelles. 1^{er} avril 2019.

¹¹ *Ibid.*

¹² J. ION, *La fin des militants ?*, Ivry-sur-Seine : Éditions de l'atelier, 1997, p. 80.

¹³ S. D'ANGELO (sociologue, chargé de cours à l'UCL et à l'HE2B), entretien avec l'auteur, Bruxelles. 1^{er} avril 2019.

¹⁴ *Ibid.*

Les réseaux sociaux et la « personal politics »

Quand on parle de l'engagement jeune, Manfred Zentner pointe l'importance de la « personal politics ». Elle peut consister « à arborer un autocollant, un badge ou un tee-shirt véhiculant un message socio- politique, ou à faire attention à ce que l'on consomme »¹⁵. Avec les réseaux sociaux, les possibilités d'expression de cette « personal politics » se sont démultipliées. Du statut Facebook au Tweet, cette autre manière de participer politiquement joue un rôle inédit dans la grève scolaire d'aujourd'hui. Un simple « Like » peut maintenant représenter une forme d'engagement politique plus personnel (et non pas institutionnalisé). Les réseaux sociaux jouent alors le rôle de caisse de résonance et permettent de propager la mobilisation de proche en proche.

Le problème est double. Premièrement, la question du flou entre public et privé dans lequel baignent les réseaux sociaux. Ai-je décidé d'afficher ma position politique sur Internet à la seule attention de mes parents et de mes amis ou aussi à l'attention de mes collègues de classe, mes professeurs ? Deuxièmement, le fait même d'afficher ses opinions sur les réseaux sociaux porte en son cœur le risque d'un processus de « grégarisation aliénante »¹⁶. Dans une forme de « pente glissante » favorisée par les algorithmes, on est amené à rester dans un entre-soi où tout le monde partage les mêmes opinions. La confrontation d'idées y alors est une illusion et l'esprit critique se perd.

¹⁵ M. ZENTNER, « Focus – La participation à la vie publique des jeunes en Europe », *Informations sociales*, CLXV-CLXVI, 3, 2011, p. 46-49.

¹⁶ F. GERE, « Communication et désinformation à l'heure d'Internet, des réseaux sociaux et des théories du complot », *La Revue géopolitique*, 24 mars 2019, [en ligne :] <https://www.diploweb.com/Communication-et-desinformation-a-l-heure-d-Internet-des-reseaux-sociaux-et-des-theories-du-complot.html>, consulté le 9 avril 2019.

II. Un intérêt moyen pour la politique : une tendance transversale

Après la question de la forme de la participation politique des jeunes, venons-en à leur rapport à cette même politique. Et force est de constater que celui-ci ne semble pas fondamentalement différent de celui des générations précédentes. Ainsi, selon des statistiques du baromètre social de Wallonie, 10 % de la population se dit « très intéressé » par la politique quelle que soit la tranche d'âge (18-24 ans, 25-34 ans, 35-64 ans et 64 et plus)¹⁷. De même, 25 % se dit « pas du tout intéressé » (à nouveau, quelle que soit la tranche d'âge).¹⁸ Toujours selon cette même enquête, dans le cas où le vote ne serait plus obligatoire en Belgique, 54 % des 18-24 iraient malgré tout voter contre 57 % pour les 67 ans et plus.¹⁹ À nouveau, on ne remarque pas une différence générationnelle fondamentale. Contrairement à une pensée répandue, les jeunes générations ne se marquent pas spécialement par un désintérêt marqué pour la politique mais semblent plutôt suivre la tendance générale au sein de société : celle d'un attrait moyen pour la politique.

Une fois déconstruit ce mythe du jeune apathique et replié sur lui-même, on peut mieux comprendre le mouvement d'aujourd'hui sans sombrer dans les sirènes alarmistes du complot, tel qu'a pu le faire malheureusement l'ex populaire ministre flamande de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Aménagement du Territoire, Joke Schauvliege.²⁰

¹⁷ A. DIEU, A. SWALUË, M. VANDEKEERE, « Mobilisation politique des jeunes francophones de Belgique », *En'jeux*, n°5, juin 2015, p. 19.

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ J.-Cl. BOMBAERTS, « Joke Schauvliege emportée par la vague climatique », *L'Écho*, 5 février 2019, [en ligne :] <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/flandre/joke-schauvliege-emportee-par-la-vague-climatique/10094441.html>, consulté le 8 avril 2019.

III. Un engagement synonyme de confiance en soi : un bon point pour la démocratie

Au-delà des formes particulières et de l'intensité de la participation politique des jeunes, ce qui est le plus intéressant dans la mobilisation d'aujourd'hui, c'est sa signification profonde pour notre société.

On considère en effet souvent que pour atteindre un fort taux de participation, il est nécessaire d'avoir deux choses : l'*internal efficacy* et l'*external efficacy*. L'*external efficacy* est le sentiment qu'a un individu de pouvoir influencer le cours des choses, d'avoir un véritable impact. Il ne s'engagera, ne décidera de participer politiquement que s'il pense que le système sera à même de répondre à ses demandes. En gros, cela illustre le degré d'ouverture du système politique aux réclamations citoyennes. L'*internal efficacy* est plus ou moins synonyme de confiance en soi. Ai-je les capacités, les connaissances, les compétences d'agir en politique, d'intervenir dans la cité ? Une réponse positive rendra possible l'engagement.

Ainsi, si des milliers de jeunes décident aujourd'hui d'investir leur temps pour la cause climatique et manifester chaque jeudi, c'est parce qu'ils ont le sentiment que cela aura un impact, que leur action ne sera pas vaine, mais aura au contraire une influence sur le plan politique. Ils considèrent donc que le système sera relativement ouvert à leurs propositions – et donc à même de les entendre. Cela signifie aussi que ces jeunes ont l'impression d'avoir le bagage nécessaire, les compétences suffisantes pour participer en politique. Ils sont à même d'en comprendre les enjeux, les tenants et aboutissants et connaissent les moyens pour faire pression. À ce niveau, Sebastiano d'Angelo souligne l'importance de la figure de Greta Thunberg. En effet, ils ont pu s'identifier au personnage et dans une logique d'*empowerment* se dire « Nous aussi on peut le faire ».

Dans cette logique, au sein des raisons mêmes invoquées pour justifier cet engagement, émerge la volonté de montrer aux adultes « qu'on n'est pas si irresponsables que ça » ou que « ce n'est pas parce qu'on est jeune qu'on ne s'investit pas dans la société ». « On veut montrer aux adultes que les jeunes ont aussi un avis et une voix. »

Ces éléments sont extrêmement enthousiasmants pour une société quelle qu'elle soit. À rebours d'une morosité ambiante, ces mobilisations pour le climat signifient que la société a suffisamment donné confiance aux jeunes pour

qu'ils se sentent à même de s'engager. Que la méfiance vis-à-vis des partis politiques et des « idéologies » ne s'est pas transformée en dédain pour la démocratie en tant que système. Alors qu'on l'a dit « à bout de souffle », ce mouvement illustre au contraire la volonté et la croyance des jeunes en une démocratie participative revigorée.

Ce constat est d'autant plus enthousiasmant que l'on sait que toute participation a un coût. Il faut être capable en temps et en argent de s'investir politiquement. C'est d'ailleurs une des raisons pour laquelle l'on remarque qu'une augmentation des inégalités économiques impacte négativement la participation politique. Pour les jeunes, cette participation a aussi un coût. Ils prennent des réels risques par rapport à leur scolarité, ils désobéissent à une autorité... « Je risque mon année, vous que faites-vous ? ». Ils font finalement preuve de responsabilité et d'esprit critique, ce qu'on ne peut que difficilement leur reprocher.

Il ne faut cependant pas tomber dans l'angélisme. Tout d'abord, en ce qui concerne l'ouverture du système politique, il faut quand même noter que, selon Émilie Van Haute, l'origine du mouvement provient d'un décalage perçu entre les attentes, la vision de la jeunesse sur la question climatique et leur (non)prise en compte par la classe politique.²¹ Aussi, il ne faut pas oublier ceux qui ne participent pas, notamment car ils pensent que cela n'aura aucun impact. « Le gouvernement ne prendra au final que les décisions qu'il veut » indique un jeune Montois. « Ça ne sert à rien », répond un autre. Ce groupe des « non-participants », bien que cautionnant en général le mouvement, est aussi à prendre en compte. Ils sont une autre facette de cette même réalité et portent plutôt un message d'impuissance. Une impuissance qui se confirme dans les chiffres d'études précédentes où 30 % des jeunes de 18-24 ans considèrent qu'ils n'ont aucune possibilité d'influencer le politique.²²

De même, il faudra faire attention à l'atterrissage. Si ces manifestations ne devaient amener à aucune inflexion de la politique belge au niveau climatique, ces attentes déçues risquent de doucher ce sentiment d'empowerment, d'*internal* et d'*external efficacy* et d'ainsi freiner les participations futures. Pire, cela pourrait détourner les jeunes du chemin démocratique qu'ils ont jusqu'à présent emprunté. Au cas où ce mouvement n'était pas entendu, des phrases telles que « Je m'engagerai dans un mouvement plus violent » ressortent.

Malgré tout, la simple mise à l'agenda de la question climatique est déjà une victoire en soi pour le mouvement. Alors que l'on pensait que la question

²¹ A. VAN HAUTE, *op. cit.*

²² A. DIEU, A. SWALUË, M. VANDEKEERE, *op. cit.*, p. 21.

migratoire allait faire la une, les jeunes ont réussi à faire du climat le sujet principal de cette campagne électorale. Tous les partis sont obligés de se positionner et d'en parler, ce qui n'est pas négligeable.

Conclusion

Au final, les jeunes d'aujourd'hui ne sont donc pas moins engagés qu'hier. Ce qui rend finalement leur mobilisation moins surprenante qu'il puisse paraître. Par contre, la forme de leur mobilisation a changé. Ils ne se revendiquent que rarement d'un parti ou considèrent souvent le mouvement pour le climat comme neutre idéologiquement. Pour Sebastiano d'Angelo, « la cause environnementale est d'abord humaine, citoyenne avant d'être politique »²³. Leur engagement pour cette cause est donc plus justifié par le fait que cela les concerne directement, que c'est la cause de leur génération plutôt que par toute forme d'appartenance « idéologique ». L'engagement d'aujourd'hui n'implique donc rien pour l'engagement de demain qui sera fonction du choix de chacun. La « grève scolaire pour le climat » semble donc confirmer l'évolution déjà observée vers une mobilisation plus contractuelle, sur un thème bien précis et dans un groupe n'ayant qu'une seule fonction.

Bon point pour la démocratie, cette mobilisation démontre, comme on l'a vu, un certain degré de confiance en soi, un sentiment d'*internal efficacy* qui est un prérequis nécessaire à toute forme de participation. Ainsi, cette « grève scolaire » est l'illustration de jeunes se sentant capables d'intervenir en politique, dans les affaires de la cité. De jeunes ayant les armes nécessaires pour déchiffrer l'actualité politique, en comprendre les enjeux et produire un avis argumenté sur celle-ci. De même, cela signifie qu'ils envisagent le système politique comme relativement ouvert, capable d'entendre et d'intégrer leur participation politique prenant ici la forme de la manifestation. Sans verser dans l'euphorie naïve, cette réalité est positive pour le futur de notre démocratie.

Il ne faut cependant pas non-plus oublier la part significative des étudiants qui ne participent pas. Cette non-participation est un signe d'impuissance, mais elle peut aussi être synonyme d'un manque d'intérêt, de désaccord avec le mouvement ou d'une stratégie du « passager clandestin » (récolter les fruits de l'engagement des autres sans en assumer les coûts).

²³ S. D'ANGELO, *op. cit.*

Quoi qu'il en soit, et bien que la mise à l'agenda soit déjà une victoire pour ce mouvement, il faut maintenant attendre les résultats concrets de cette grève scolaire. Ceux-ci risquent de frustrer les attentes étudiantes. Cependant, ces attentes déçues font aussi partie de l'apprentissage de la vie complexe et parfois justement frustrante en démocratie. D'autant plus que comme le disait Bertolt Brecht : « Celui qui combat peut perdre. Mais celui qui ne combat pas a déjà perdu. »

En guise de conclusion, comme le souligne Emilie Van Haute, la question du leadership féminin exercé au niveau belge (avec Anuna De Wever, Kyra Gantois ou encore Adelaïde Charlier), mais aussi européen (avec Greta Thunberg), est très intéressante et mérite sûrement une étude plus approfondie. De même que le caractère transcommunautaire de la grève scolaire. Preuve selon Sebastiano D'Angelo que les jeunes ont bien compris que l'urgence climatique, tout comme le nuage radioactif de Tchernobyl, ne s'arrêtera pas à la frontière linguistique. Enfin, les « non-participants » interrogent aussi : ce mouvement est-il finalement représentatif de la jeunesse belge ? Ou seulement d'une partie socioéconomiquement favorisée ? Comme l'indique Sebastiano D'Angelo, ces éléments posent de vraies questions mais demanderont plus de recul et des études sérieuses pour y répondre.

* *

Politologue de formation, Axel Winkel est enseignant et chercheur au sein du PEPS, au CPCP.

Pour aller plus loin...

- BARNES S., KAASE M., *Political Action : An Eight Nation Study 1973-1976*, s. l. : Interuniversity Consortium for Political and Social Research, 1976, 669 p., [en ligne :] <https://doi.org/10.3886/ICPSR07777.v1>.
- DIEU A., SWALUÉ A., VANDEKEERE M., « Mobilisation politique des jeunes francophones de Belgique », *En'jeux*, n°5, juin 2015, 40 p.
- « Nouvelles formes de l'engagement », *Agora débats/jeunesses*, 2003, n°31, p. 14-27.
- ION J., *La fin des militants ?*, Ivry-sur-Seine : Éditions de l'Atelier, 1997, 130 p.
- QUARANTA M., « The Rise of Unconventional Political Participation in Italy : Measurement equivalence and trend over time, 1976-2009 », *Bulletin of Italian Politics*, IV, 2, 2012, p. 251-276, [en ligne :] http://www.glasgowheart.org/media/media_264092_en.pdf.
- SERVAIS O., « L'engagement en Belgique francophone », *La Revue Nouvelle*, n°5, mai 2006, p. 20-27.
- ZENTNER M., « La participation à la vie publique des jeunes en Europe », *Informations sociales*, 2011, p. 46-49.

WINKEL Axel, *Grève scolaire pour le climat : l'engagement jeune à l'épreuve de la démocratie*, Bruxelles : CPCP, Analyse n°370, 2019, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/publications/greve-scolaire-climat>.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcpasbl.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Qui a dit que les jeunes ne s'engageaient plus ? Que la politique ne les intéressait plus ? Les manifestations pour le climat organisées par les jeunes du secondaire depuis le début de l'année 2019 semblent nous indiquer le contraire. Elles chamboulent nos perceptions habituelles du jeune apathique et désintéressé par la vie de la cité. Elles posent aussi de nombreuses questions. Comment comprendre cet élan soudain de milliers d'étudiants à travers la Belgique ? Quelle forme particulière l'engagement de la nouvelle génération prend-il ?

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 | info@cpcp.be | www.cpcp.be



Chaque jour, des nouvelles du front !

www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles en téléchargement libre :
www.cpcp.be/publications/